

en toute sécurité

L'INFORMATION ET L'ANALYSE STRATÉGIQUE DE LA PROFESSION ■

l'événement

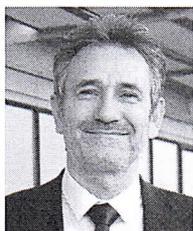
Les directeurs sécurité se préparent pour un troisième confinement

En première ligne durant le premier confinement (lire nos enquêtes dans ETS n°694, 695, 696, 697 et 698), les responsables et directeurs sécurité le sont aussi durant le second. Néanmoins, leurs missions ont évolué, car la situation n'est pas identique d'un confinement à l'autre. Leur rôle étant d'anticiper, ils préparent activement le second déconfinement en plusieurs étapes... tout comme un éventuel troisième confinement. Cinq d'entre eux (représentant Paris Musées, La Française des Jeux, Caisse d'Épargne, Accor, Scyfco) s'expriment sur ce sujet. (Par ordre alphabétique d'intervenant)

Enquête réalisée par **Patrick Haas** et **Pierre-Olivier Lauvige**

Bruno Ayrault

Conseiller sécurité, sûreté, gestion de crise de Paris Musées, établissement public qui réunit quatorze musées de la capitale



Nous saurons gérer un éventuel troisième confinement : il sera appliqué de la veille au lendemain. Nous y sommes prêts et bien rodés. La force de notre métier ce sont en effet les retours d'expérience en capitalisant sur ce qui a déjà été fait.

Malgré les difficultés liées à la crise sanitaire et ses conséquences sur nos investissements

pour 2021 et 2022, la sécurité restera une priorité, représentant environ 10%-12% des dépenses totales.

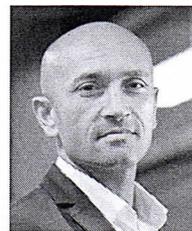
Aujourd'hui, les dispositifs sont opérationnels pour la réouverture au public de nos musées. Le second confinement est différent du premier, car les établissements étaient fermés au printemps dernier, alors que les travaux, la maintenance et les projets sont actuellement en activité. Nous devons donc gérer les problèmes sanitaires et de sécurité, sans oublier que nous sommes en période Vigipirate Alerte Attentats. Nous maintenons un niveau de sécurité élevé avec l'inspection des personnes et des matériels en entrées/sorties, de même que le suivi des activités opérationnelles. A l'occasion de cette crise sanitaire, notre métier a évolué puisque la sécurité est étroitement associée au services

des ressources humaines pour l'analyse des besoins, notamment la répartition des effectifs, les jours travaillés et leur durée, etc.

Le plan de continuité d'activité s'est avéré complètement efficace, mais a dû être aménagé. Il comprenait deux configurations — établissement ouvert ou fermé — et nous lui en avons rajouté une troisième : fermé au public mais services techniques en activité. ■

Nicolas Brunet

Responsable sûreté Groupe La Française des Jeux



Nous sommes prêts pour un troisième confinement. Notre parc informatique est adapté à un télétravail quasi-intégral et nous disposons d'un stock suffisant de masques et de gel. Notre outil de veille sanitaire et sécuritaire nous permet d'anticiper : c'est ainsi qu'avant le premier confinement le groupe a demandé à ses collaborateurs

de rester chez eux, quelques jours même avant l'annonce du président de la République.

Notre PCA est en cours d'adaptation. C'est ainsi que nous avons monté un studio virtuel pour un jeu retransmis à la télévision. Nous avons fait un travail sur nos points faibles après le premier confinement et nous le ferons après le second. Nous avons poursuivi nos échanges sur les retours d'expérience avec les responsables sécurité de TF1, Microsoft, Coca Cola, Kering, Auchan, etc., tandis que la coordination avec les forces de l'ordre et les services de renseignements territoriaux — déjà très active avant la crise sanitaire — a été maintenue. ...

sommaire

1^{ER} DÉCEMBRE 2020 • N° 709 | 32^È ANNÉE

- ▶ Gegip amplifie sa diversification
- ▶ Croissance accélérée pour Mobotix
- ▶ L'actualité de la cybersécurité

Gegip amplifie sa diversification

4

L'entreprise spécialisée initialement dans la surveillance humaine continue de pénétrer de nouveaux segments d'activités, notamment celui de la géosurveillance (voir ETS n°688). La société vient en effet de nouer un partenariat avec la start-up Eonef, conceptrice et fabricante de plateformes aériennes autonomes en énergie à des fins d'observation aérienne (voir ETS n°689).

« Nous avons trouvé ce partenariat pour aider Eonef à pénétrer le marché de la sécurité. Cela permet de lui offrir un service mutualisé, combinant surveillance humaine et technologie. Nous allons utiliser les solutions d'Eonef pour une visualisation aérienne et donc nous positionner pour la couverture d'événements sportifs de grande envergure, notamment la Coupe du monde de rugby 2023 et les Jeux Olympiques de Paris 2024 », explique David Amsellem, son PDG fondateur, au cours d'un entretien accordé à En Toute Sécurité.

Outre ce nouvel accord, Gegip a décidé d'élargir ses prestations en se lançant dans le marché des caméras-piétons. Gegip précise être en contact « avec quelques entreprises, notamment de gardes armés, comme possibles clients » et ambitionne d'équiper des sociétés de sécurité privée. « On sait que l'État veut équiper la police nationale, les pompiers et le personnel pénitentiaire. On est en lien avec des fabricants qui sont à la recherche de distributeurs. Ce marché nous intéresse et je pense qu'il y aura de la place pour plusieurs acteurs », précise David Amsellem. Gegip devra en tout cas se frotter à la concurrence, notamment celle du groupe américain Axon, déjà implanté en France et qui équipe les agents de sûreté ferroviaire de la SNCF.

Projet dans les drones

Mais la diversification d'activité de Gegip ne s'arrête pas là. L'entreprise envisage également de se faire une place dans le marché des drones de surveillance. Bien qu'ils s'agisse



David Amsellem :
« Nous nous positionnons pour la couverture des grands événements sportifs et sur le marché des caméras-piétons ».

d'un secteur dans lequel les idées novatrices fourmillent, il est paradoxal dans la mesure où il reste l'un des moins rentables du marché de la sécurité privée mais devrait rester en progression en 2020. David Amsellem annonce que Gegip est « en discussion avec une société opératrice de drones très connue et devrait conclure un partenariat début 2021 avec deux objectifs : réduire considérablement les coûts de surveillance humaine et en même temps, faire de l'agent de sécurité de demain un agent de sécurité augmenté ».

Siégeant à Maisons-Alfort (Val-de-Marne) sous le statut juridique de SARL regroupant quatre associés se partageant le capital de manière équitable, Gegip compte une centaine de salariés. Malgré une perte de 25 à

30% de CA en raison de la crise sanitaire, les aides de l'État ont permis d'amortir le choc et de ne pas temir le résultat opérationnel. La société, qui affichait un CA 2019 de 3 M€, prévoit le même chiffre pour 2020 et espère générer 3,5 M€ de CA en 2021. David Amsellem précise également que le deuxième confinement, mis en place le 30 octobre dernier, « a pour l'instant moins de conséquences négatives que le premier ». Il n'est pas non plus question de prévoir un plan de réduction du personnel au sein de Gegip.

Créé en 2000, Gegip recense une clientèle variée (Calberson Geodis, Suez, les chaînes d'hôtels Campanile, Kyriad, des bureaux de tabac, des PME, Eiffage, SNCF...) et affiche une présence en Italie, en Suisse, en Belgique, au Royaume-Uni. L'entreprise réfléchit à la possibilité de conquérir le marché espagnol début 2021. La part de la surveillance à distance, regroupant la géosurveillance, la téléassistance et la vidéoprotection spécifique, représente aujourd'hui 40% de l'activité de Gegip et devrait passer à plus de la moitié l'année prochaine. L'idée, pour Gegip, est de chercher des prospects à qui proposer une offre globale combinant surveillance humaine et technologie. ■

Protec : alliance avec Saint Georges Management

Le groupe de sécurité s'est allié à la société de conseil Saint Georges Management afin de proposer une solution de sécurité intégrée, notamment dans la gestion des grands événements.

« Ce rapprochement permettra aux donneurs d'ordre d'avoir un point d'entrée unique et d'améliorer la maîtrise et la qualité de leur événement de bout en bout », indique la direction de Groupe Protec. Cette offre spécifique n'est néanmoins pas une obligation pour le client qui pourra avoir recours à Saint Georges Management tout en conservant ses prestataires de sécurité habituels.

Saint Georges Management, présidé par Sébastien Beaujan, est un spécialiste de la sécurité des événements. Parmi ses références, on trouve Vivotech, le Forum pour la paix, le centenaire de la bataille de Verdun, le Women's Forum à Paris, de même que des entreprises comme Total, Pernod Ricard, Publicis, etc.

De son côté, Groupe Protec a réalisé un CA de 14,5 M€ en 2019, dont 80% en surveillance humaine et 20% sécurité électronique. L'entreprise s'est implantée dans le sud de la France en septembre dernier avec le rachat d'AAT Sécurité (voir ETS n°705). ■